



FIP ENTREPRENEURS 2009

Code ISIN Parts A FR0010678375

Code ISIN Parts B FR0010687921

*Fonds d'Investissement de Proximité (FIP)
Article L 214-41-1 du code monétaire et financier*

NOTICE D'INFORMATION

AVERTISSEMENT

L'Autorité des Marchés Financiers appelle l'attention des souscripteurs sur les risques qui s'attachent aux FIP (Fonds d'Investissement de Proximité).

Lors de votre investissement, vous devez tenir compte des éléments suivants :

- Le Fonds va investir au moins 60 % des sommes collectées dans des entreprises à caractère régional dont au moins 20% dans de nouvelles entreprises (créées depuis moins de 5 ans). Les 40 % restant seront éventuellement placés dans des instruments financiers autorisés par la réglementation, par exemple des actions ou des fonds (ceci étant défini dans le règlement et la notice du FIP).
- La performance du fonds dépendra du succès des projets de ces entreprises. Ces projets sont issus de sociétés de petites tailles et sont risqués, vous devez être conscients des risques élevés de votre investissement. En contrepartie des possibilités de gain associées aux investissements sur ce type de sociétés et de l'avantage fiscal, vous devez prendre en compte le risque de pouvoir perdre de l'argent.
- Pour vous faire bénéficier de l'avantage fiscal, les seuils de 60 % et 20% précédemment évoqués devront être respecté dans un délai maximum de deux exercices et vous devez conserver vos parts pendant au moins cinq ans. Cependant, la durée optimale de placement n'est pas liée à cette contrainte fiscale du fait d'investissements du Fonds dans des entreprises à caractère régional, souvent de petite taille, dont le délai de maturation peut être plus long.
- Votre argent peut être en partie investi dans des entreprises qui ne sont pas cotées en bourse. La valeur liquidative de vos parts sera déterminée par la Société de Gestion, selon la méthodologie décrite dans le règlement du Fonds, sous le contrôle du commissaire aux comptes du Fonds. Le calcul de la valeur liquidative est délicat.
- Le rachat de vos parts par le Fonds peut dépendre de la capacité de ce dernier à céder rapidement ses actifs ; il peut donc ne pas être immédiat ou s'opérer à un prix inférieur à la dernière valeur liquidative connue. En cas de cession de vos parts à un autre porteur de parts, le prix de cession peut également être inférieur à la dernière valeur liquidative connue.

L'Autorité des Marchés Financiers appelle l'attention des souscripteurs sur le niveau élevé des frais maximum auxquels est exposé ce Fonds.

AVERTISSEMENT

L'Autorité des Marchés Financiers attire l'attention des souscripteurs sur le fait que la délivrance de son agrément ne signifie pas que le produit présenté est éligible aux différents dispositifs fiscaux. L'éligibilité à ces dispositifs dépendra notamment du respect de certaines règles d'investissement au cours de la vie de ce produit, de la durée de détention ainsi que de la situation individuelle de chaque souscripteur.

A fin septembre 2008, le taux d'investissement dans des entreprises éligibles des FIP gérés par Oddo Asset Management est le suivant :

Date d'agrément	Nom du FIP	Taux d'investissement en titres éligibles	Date à laquelle l'actif doit comprendre au moins 60% de titres éligibles
Juillet 2007	FIP Générations Entrepreneurs	8,3 %	31 mars 2010
Mars 2008	FIP Générations Entrepreneurs 2	4,3 %	31 octobre 2011
Août 2008	FIP Générations Entrepreneurs 3	0,0 %	31 mars 2011

PRESENTATION SUCCINCTE

Le FIP ENTREPRENEURS 2009 (ci-après "le Fonds") est un Fonds d'Investissement de Proximité (FIP) de droit français régi par l'article L 214-41-1 du code monétaire et financier et ses textes d'application ainsi que par le Règlement du Fonds.

Ce Fonds ne comporte pas de compartiment et n'est ni un fonds maître, ni un fonds nourricier.

La Société de gestion :

Le Fonds est géré par la société ODDO Asset Management, Société Anonyme (SA) au capital de 2.102.800 euros, dont le siège social est situé 12 Bd de la Madeleine 75009 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 340 902 857, (ci-après la "Société de gestion").

Le Dépositaire :

Le Dépositaire du Fonds est ODDO ET CIE, Société en Commandite par Actions au capital de 60.000.000 euros, dont le siège social est situé 12 Bd de la Madeleine 75009 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 652 027 384. Il assure également tout encaissement et tout paiement.

Gestionnaire administratif et comptable par délégation

La gestion administrative et comptable a été déléguée par la Société de gestion à Oddo et Cie, Société en Commandite par Actions au capital de 60.000.000 euros, dont le siège social est situé 12, Bd de la Madeleine 75009 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 652 027 384 et Banque agréée par le CECEI.

Le Commissaire aux comptes :

Le Commissaire aux Comptes du Fonds est le cabinet DELOITTE & ASSOCIES, situé au 185, Avenue Charles-de-Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine.

La présente notice doit obligatoirement être remise aux souscripteurs préalablement à la souscription et mise à la disposition du public sur simple demande. Le règlement du Fonds et le dernier document périodique sont disponibles auprès de tous les établissements désignés pour recevoir les souscriptions et les rachats.

CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES

L'orientation de la gestion

Le Fonds sera investi au moins à 70% dans des sociétés éligibles au quota des Fonds d'Investissement de Proximité. Le placement du solde de l'actif répondra à un objectif de diversification.

➤ Objectif de gestion du Fonds :

Le Fonds est une copropriété dont l'actif est constitué de valeurs mobilières (notamment titres participatifs ou titres de capital de société), de parts de sociétés à responsabilité limitée (SARL), d'avances en compte courant, de parts de FCPR et actions de société de capital-risque et de sommes placées à court terme ou à vue.

L'objectif de gestion du Fonds consiste à investir essentiellement son actif pour au moins 70 % en titres donnant accès au capital (actions, obligations convertibles, bons, etc.) de Petites et Moyennes Entreprises (PME) non admis sur un marché réglementé, dont 20% minimum dans de nouvelles entreprises exerçant leur activité ou juridiquement constituées depuis moins de 5 ans, qui exercent leur activité principalement dans la Zone Géographique regroupant les régions limitrophes suivantes : Ile-de-France, Bourgogne, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Cote d'Azur.

Les investissements du Fonds peuvent être réalisés à tous les stades de développement des sociétés, mais seront plus particulièrement concentrés au stade de capital développement ou du capital transmission, dans des sociétés intervenant dans les secteurs de : l'industrie, la distribution, la santé, les services ainsi que tous autres secteurs présentant des perspectives de développement significatives.

➤ **Orientation de gestion de la part de l'actif investie dans des PME de la Zone Géographique (quota de proximité de 70% minimum) :**

L'objectif du Fonds est d'aboutir à la réalisation de plus-values par la cession de participations, notamment dans le cadre de cessions industrielles, d'introduction en bourse de sociétés du portefeuille du Fonds, ou à l'occasion de l'entrée de nouveaux investisseurs reprenant les investissements réalisés par le Fonds.

Le Fonds a vocation à prendre seul des participations minoritaires par la réalisation, au minimum à hauteur de 70% de son actif, d'opérations d'investissements en Fonds Propres (principalement en parts ou actions et accessoirement en titres donnant accès au capital tels que des obligations convertibles, des obligations remboursables en actions...) dans des Petites et Moyennes Entreprises¹, à savoir des entreprises (I) employant moins de 250 personnes, (II) dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros et qui sont indépendantes. Dans l'hypothèse de la réalisation d'opérations aux cotés de co-investisseurs, l'ensemble des Fonds participant pourra avoir une participation majoritaire dans l'entreprise concernée.

Conformément à la réglementation, le Fonds prendra des participations dans des PME qui ne pourront pas représenter plus de trente cinq (35) % du capital ou des droits de vote de ces sociétés, et pour un montant qui ne pourra pas excéder dix (10) % du montant de l'actif net du Fonds.

Le Fonds recherchera des prises de participation dans des PME industrielles, commerciales ou de services de la Zone Géographique qui ont de fortes perspectives de développement et répondent aux critères d'éligibilité suivants :

- a) sociétés non cotées ayant leur siège social dans un Etat membre de la Communauté Européenne ou de l'Espace Economique Européen ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale, qui sont soumises à l'IS selon les conditions de droit commun ou en seraient passibles dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France ;
- b) exerçant leurs activités principalement dans des établissements situés dans la Zone Géographique choisie par le Fonds et limitée à au plus quatre régions limitrophes, ou, lorsque cette condition ne trouve pas à s'appliquer, y avoir établi leur siège social;
- c) répondant à la définition des petites et moyennes entreprises ("PME") figurant à l'annexe I au Règlement CE n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 à savoir, les PME (I) employant moins de 250 personnes, (II) dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros et (III) qui sont des entreprises autonomes ;
- d) n'ayant pas pour objet la détention de participations financières, sauf à détenir exclusivement des titres donnant accès au capital de sociétés dont l'objet n'est pas la détention de participations financières et qui répondent aux conditions d'éligibilité énoncées ci-dessus.

La politique d'investissement sera orientée prioritairement vers des opérations d'investissement concernant des entreprises ayant de fortes perspectives de croissance.

A l'intérieur de ce quota de proximité de 70% au moins 20 % doit être investis dans des nouvelles entreprises exerçant leur activité ou juridiquement constituées depuis moins de 5 ans. Afin de faciliter l'atteinte de ce ratio le fonds se réserve la possibilité d'investir à tous les stades du développement de l'entreprise y compris dans le cadre d'opération de capital risque.

Par ailleurs, le Fonds pourra investir dans la limite de 20% maximum de son actif en titres de capital, ou donnant accès au capital, admis aux négociations sur un marché d'instruments financiers français ou européen (EEE), émis par des sociétés PME dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros.

Le Fonds pourra également investir (i) dans la limite de 10 % de son actif du Fonds en parts de FCPR et en actions de sociétés de capital-risque (SCR) à hauteur du pourcentage d'investissement direct de l'actif de la structure concernée dans les PME répondant aux critères énoncés ci-dessus (à l'exclusion des sociétés ayant pour objet la détention de participations financières) et (ii) sans limite, en participations versées à des sociétés de caution mutuelle ou à des organismes de garantie intervenant dans la Zone Géographique.

La trésorerie disponible courante dans l'attente d'investissements ou de distributions sera investie dans des produits de taux ou monétaires, directement ou par le biais d'OPCVM agréés par l'AMF, gérés éventuellement par la société de gestion Oddo Asset

¹ Conformément à l'annexe I au règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises.

Management et, le cas échéant, en pensions livrées.

➤ **Orientation de gestion des investissements hors quota de proximité :**

La stratégie d'investissement menée sur cette fraction d'actif hors quota du Fonds vise une allocation diversifiée entre différentes valeurs. Cette allocation sera alors ajustée en permanence dans le temps en fonction des conditions de marché.

Ainsi, la part de 30% maximum qui n'est pas soumise au quota de proximité, sera investie de la manière suivante :

- pour une part significative en valeurs mobilières, parts de sociétés à responsabilité limitée émises par des sociétés non cotées ayant leur siège dans un Etat membre de la Communauté européenne et dont la principale activité est située en France, en dehors des régions mentionnées ci-dessus pour le calcul du quota de proximité de 70%.
- dans des produits de taux ou monétaires, directement ou par le biais d'OPCVM agréés par l'AMF, gérés éventuellement par la société de gestion Oddo Asset Management ;
- sur les marchés d'actions via des placements en titres de capital ou titres donnant accès au capital émis par des sociétés françaises ou étrangères cotées sur des marchés réglementés sous forme de titres vifs ou par le biais d'OPCVM agréés par l'AMF, gérés éventuellement par la société de gestion Oddo Asset Management.

Le Fonds pourra investir en Fonds de fonds alternatifs de droit français dans la limite de 10% de son actif.

Par ailleurs, le Fonds ne réalisera pas d'opérations sur des marchés à terme et/ou conditionnels ni sur les warrants, ni sur les hedge funds.

Le risque de taux sera proportionnel à la part des actifs ayant un sous-jacent obligataire et portera au maximum sur une part de 30 % de l'actif du Fonds. Ce risque sera pondéré par un recours fréquent à des outils moins sensibles au risque de hausse des taux, tels que les obligations indexées ou les titres participatifs par exemple. La hausse des taux d'intérêt pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds. Par ailleurs, Le Fonds peut connaître un risque de crédit indirect lié à l'investissement dans des produits de taux. Ainsi, une défaillance ou une dégradation de la qualité de signature d'un émetteur pourrait aboutir à une baisse de la valeur liquidative du Fonds.

Le risque actions sera proportionnel à la part des actifs investis en actions et portera au maximum sur une part de 30 % de l'actif du Fonds, titres de capital ou donnant accès au capital de sociétés. Ce risque sera pondéré par la diversification sectorielle et géographique des sociétés dans lesquelles la Fraction d'Actif Hors Quota est investie directement ou indirectement. En cas de baisse des actions, la valeur liquidative du Fonds pourrait baisser.

Souscripteurs concernés :

Les droits des copropriétaires sont représentés par des Parts A et des Parts B.

La souscription des Parts A du Fonds est ouverte aux :

- personnes morales ;
- personnes physiques qui ne détiennent pas - à aucun moment pendant la durée du Fonds - plus de 10% des Parts de celui-ci et ce, directement ou par personne interposée ;
- fonds communs de placement, dans les limites de la réglementation applicable.

Les Parts B sont souscrites par :

- la Société de Gestion ;
- les membres de l'équipe de gestion (Dirigeants et personnes physiques ou morales chargées de la gestion) ;
- Oddo et Cie en tant qu'actionnaire, direct ou indirect, de la Société de gestion.

Particularité des parts :

Les droits des souscripteurs sont représentés par des parts.

Ces parts revêtent la forme nominative.

Pour chacune des catégories de parts, le Société de gestion pourra émettre des millièmes de parts.

La propriété des parts émises est constatée par l'inscription sur une liste établie pour chaque catégorie de parts dans un registre tenu à cet effet par le Dépositaire.

Affectation du résultat - Distribution :

La Société de Gestion capitalisera annuellement l'intégralité des résultats du Fonds et ne procédera à aucune distribution avant l'expiration de la période d'indisponibilité fiscale de cinq ans.

Après l'expiration de ce délai, la Société de Gestion pourra décider de procéder à des distributions d'une fraction des actifs du Fonds.

Toute distribution d'actifs effectuée sans rachat de Parts viendra diminuer la Valeur Liquidative des Parts concernées. Toute distribution d'actifs effectuée avec rachat de Parts entraînera l'annulation des Parts rachetées.

Les Parts B ne peuvent être rachetées que lorsque les Parts A ont reçu la totalité des sommes devant leur revenir, au titre de leur droit préciputaire.

Les revenus pouvant être distribués par le Fonds comprennent les produits relatifs aux titres en portefeuille (intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille), majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts, éventuellement augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

Les distributions de revenus se font au profit de chacune des catégories de Parts en respectant l'ordre de priorité suivant :

- Attribution préciputaire aux Parts A d'une somme égale au montant de leur valeur nominale, diminuée du montant total de toute distribution antérieure faite au profit de Parts A,
- Attribution préciputaire aux Parts B d'une somme égale au montant de leur valeur nominale, diminuée du montant total de toute distribution antérieure faite au profit de Parts B,
- Attribution du solde de l'actif net du Fonds, à concurrence de 80% au profit des Parts A et de 20% au profit des Parts B.

Toute distribution d'actifs fera l'objet d'une mention dans le rapport de gestion.

Fiscalité :

L'investisseur, personne physique, peut bénéficier de réductions d'impôts dont les conditions sont précisées dans une note relative au régime fiscal applicable au Fonds (ci-après « la Note Fiscale »).

L'investisseur devra vérifier les conditions d'application de ce régime fiscal en fonction de sa situation personnelle. Par ailleurs, le bénéfice éventuel de ces réductions d'impôts est notamment soumis au respect par le Fonds des quotas réglementaires et fiscaux applicables au Fonds.

MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

La durée du Fonds :

Le Fonds est créé pour une durée initiale de huit (8) ans à compter de sa constitution, sauf dans les cas de dissolution anticipée.

Cette durée pourra être prorogée deux fois par périodes successives d'une année, par la Société de gestion en accord avec le Dépositaire.

La décision de prorogation sera portée immédiatement à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

Le Fonds devra distribuer l'essentiel de ses actifs non soumis aux quotas d'investissement (hors placement de liquidités dans les limites prévues dans le code monétaire et financier) lors de l'exercice d'ouverture de la période de pré-liquidation. Cette ouverture de période de pré-liquidation peut intervenir à compter de l'ouverture de l'exercice suivant la clôture de son sixième exercice

Pour respecter cette durée de vie, la Société de Gestion envisage les dispositions suivantes, dans la mesure du possible et dans l'intérêt des porteurs :

- La phase d'investissement en titres non cotés sera en principe limitée à cinq (5) années à compter de la constitution du Fonds, sauf toutes opérations rendues nécessaires par la défense de l'intérêt des porteurs de parts, le respect des quotas ou toutes autres obligations de la Société de Gestion.
- La date estimée d'entrée en pré-liquidation pourrait se situer en mai 2015. Il s'agit d'une date estimative qui pourra être avancée ou repoussée à l'initiative de la société de gestion en fonction de plusieurs paramètres dont notamment la durée de commercialisation du fonds, les conditions de marché, etc...

- La date estimée d'entrée en liquidation pourrait se situer en mai 2017, sachant que cette entrée en liquidation peut être décalée en raison de nombreux facteurs (conditions de marché, manque de liquidité de certains titres non cotés dans des conditions compatibles avec l'intérêt des porteurs, etc...).

La date à laquelle sera terminé, en principe, le processus de liquidation du portefeuille de titres non cotés peut être située en décembre 2018, sachant que cette date peut être décalée en raison de nombreux facteurs (conditions de marché, manque de liquidité de certains titres non cotés dans des conditions compatibles avec l'intérêt des porteurs, etc...).

La clôture du Fonds aura lieu au plus tard en décembre 2018.

La date de clôture de l'exercice :

La durée de l'exercice social est de douze (12) mois. Il commence le 1er mai de chaque année pour se terminer le dernier jour calendaire du mois d'avril.

Par exception, le premier exercice débutera à la Date de Constitution du Fonds et s'achèvera le 30 avril 2010.

Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative :

Le dernier jour ouvré du semestre (mois d'avril et d'octobre).

Première valeur liquidative : le 31 octobre 2009.

Valeur liquidative d'origine :

1 Part A : 1.000 euros

1 Part B : 2 euros

Souscription minimale :

Chaque souscription en Parts A doit être d'un montant minimum de mille euros (1.000 euros), soit une (1) part au minimum.

Pendant la période de souscription, le Fonds émet des Parts B, à raison d'une (1) Part B pour chaque Part A.

Les souscripteurs de Parts B souscrivent en tout 0,20 % du montant total des souscriptions. Ces Parts leur donneront droit dès que le nominal des Parts A aura été remboursé à percevoir 20 % des Produits et Plus-Values Nets. Ce partage de performance se fera après déduction de tous les frais supportés par le Fonds. Dans l'hypothèse où les Porteurs de Parts A ne percevraient pas le montant nominal de ces Parts, les Porteurs de Parts B perdront la totalité de leur investissement dans ces Parts B.

Les modalités de souscription des parts :

La souscription des parts du Fonds est ouverte à compter de la date d'agrément du Fonds par l'Autorité des Marchés Financiers jusqu'au 12 juin 2009 à 12 heures. Au-delà de cette date, aucune souscription de parts A ne sera recueillie.

La souscription des parts B s'effectue pendant la période de souscription des parts A augmentée de 1 mois à compter de l'expiration de cette dernière.

Les souscriptions sont effectuées sur la base de la valeur nominale de la Part et reçues auprès du Dépositaire.

L'objectif de la Société de Gestion est de recueillir des souscriptions pour un montant de trente (30) millions d'euros ; la souscription pourra être clôturée par anticipation avec un délai d'information préalable de 15 jours, si le montant des souscriptions dépasse trente (30) millions d'euros. Dans ce cas, la Société de Gestion en informera par tout moyen les réseaux distributeurs qui disposeront d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de cette notification pour adresser au Dépositaire les souscriptions reçues pendant cette période.

Les souscriptions sont uniquement effectuées en numéraire et en millièmes de parts, irrévocables et libérables en totalité au moment de leur souscription. Les souscriptions ne seront recueillies qu'accompagnées d'un titre de paiement dûment signé par l'investisseur.

La Société de Gestion dispose d'un droit d'agrément des candidats à la souscription, en vertu duquel elle pourrait librement refuser toute souscription dans le Fonds ayant pour effet de permettre à une personne physique de détenir directement ou indirectement plus de 10 % de ses Parts.

Un droit d'entrée d'un maximum de cinq (5) % nets de toutes taxes du montant de la souscription est perçu lors de la souscription de chaque Part A et n'est pas acquis au Fonds.

Les modalités de rachat des parts :

Aucune demande de rachat des Parts à l'initiative des Porteurs de Parts n'est autorisée avant l'expiration d'un délai de six ans et demi (6,5 ans) à compter de la Date de Constitution du Fonds (la « Période de Blocage »).

En outre, les Parts B ne peuvent être présentées au rachat tant que les Parts A n'ont pas été remplies de la totalité de leur droit précipitaire.

A titre exceptionnel, la Société de gestion peut, si cela n'est pas contraire à l'intérêt des porteurs de parts du Fonds, racheter les unités d'un porteur de parts avant l'expiration de la période d'indisponibilité fiscale de 5 ans et jusqu'au terme de la Période de Blocage, si celui-ci ou le représentant de ses héritiers, en fait la demande et justifie de l'un des événements suivants :

- licenciement, départ ou mise à la retraite du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune,
- l'invalidité du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune correspondant au classement de la 2ème ou 3ème catégorie prévue à l'article L 341-4 du code de la sécurité sociale,
- décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune.

Les conséquences fiscales éventuelles sont précisées dans la Note Fiscale.

Au-delà de cette Période de Blocage, les rachats sont possibles à tout moment à l'exception de la période de pré-liquidation et de la période de liquidation du Fonds pendant lesquelles aucune demande de rachat n'est possible.

Les rachats sont effectués sur la base de la prochaine Valeur Liquidative déterminée après la réception de la demande de rachat et diminuée d'un droit de sortie acquis au Fonds, égal à 4% nets de toutes taxes de la valeur liquidative en cas de rachat avant l'expiration de la Période de Blocage. Sont exonérés du droit de sortie les rachats intervenant au-delà de cette période. Ils sont réglés exclusivement en numéraire.

Les demandes de rachat sont reçues par le Dépositaire qui règle les rachats dans un délai maximum de trente (30) jours suivant celui de l'évaluation de la part. Toutefois, si en cas de circonstances exceptionnelles le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le Fonds, ce délai peut être prolongé sans pouvoir excéder un an après le dépôt de la demande de rachat.

Passé ce délai d'un an, tout porteur de parts dont la demande de rachat n'a pas été satisfaite peut provoquer la dissolution du Fonds.

Les cessions de parts :

Elles peuvent être effectuées à tout moment.

Les cessions de Parts A sont libres entre porteurs et porteurs / tiers.

Les cessions de Parts B ne peuvent intervenir qu'après l'accord explicite de la Société de Gestion.

Les parties sont libres de fixer la valeur de part à retenir pour la cession.

Il est rappelé que les avantages fiscaux dont peuvent bénéficier les porteurs de parts sont subordonnés à la conservation des parts pendant une durée minimale de 5 années à compter de leur souscription.

Au cas où une cession de parts est réalisée en dehors de la société de gestion, le cessionnaire s'engage à en informer le Dépositaire et la société de gestion dans les meilleurs délais.

Les offres de Cession de parts A reçues par le Dépositaire et ayant trouvé une contrepartie sont réglées en numéraire par l'acquéreur. Les fonds correspondants sont reversés au cédant dans un délai maximum de 10 jours, diminués d'une commission de Cession au profit de la Société de Gestion égale à 5% TTC du prix de Cession.

Les offres de Cession de parts B reçues par le Dépositaire et ayant trouvé une contrepartie sont réglées en numéraire par l'acquéreur. Les fonds correspondants sont reversés au cédant dans un délai maximum de 10 jours.

Les offres de Cession non exécutées au moment du calcul de la Valeur Liquidative deviennent des demandes de rachat si la date à partir de laquelle ces dernières sont recevables est atteinte.

La Société de Gestion pourra toutefois s'opposer à toute Cession qui permettrait à une personne physique de détenir plus de 10 % des Parts du Fonds.

Les frais de fonctionnement :

L'attention du souscripteur est appelée sur le fait que ces frais sont calculés sur l'ensemble des actifs du Fonds, que ceux-ci soient investis en titres éligibles ou non.

Ces frais comprennent :

➤ **Rémunération de la Société de gestion**

A titre de rémunération de sa gestion du Fonds, la Société de Gestion perçoit une Commission de Gestion annuelle de 3,4% TTC maximum de l'Actif Net du Fonds.

La Commission de Gestion comprend, outre la rémunération de la Société de Gestion les éventuelles rémunérations complémentaires des intermédiaires chargés de la commercialisation du Fonds.

Cette Commission de Gestion est calculée à chaque date de calcul semestriel de la Valeur Liquidative et sera payée directement par le Fonds à la Société de Gestion, à la fin de chaque semestre.

➤ **Rémunération du Dépositaire**

Le Dépositaire perçoit une rémunération annuelle égale à 0,20 % TTC maximum de l'actif net du Fonds.

La commission du Dépositaire est perçue semestriellement à terme échu dans un délai de dix (10) jours ouvrables après le dernier jour ouvrable de chaque semestre.

➤ **Les honoraires du Commissaire aux Comptes**

Les honoraires du Commissaire aux Comptes seront fixés d'un commun accord entre lui et la Société de gestion. Ils seront de 13 200 euros TTC minimum (hors débours divers) par exercice pour des diligences courantes, correspondant à 0,044 % TTC de l'Actif net pour un FIP de 30 millions d'euros.

➤ **Frais relatifs aux obligations légales du Fonds, notamment administratives, comptables et de communication avec les Porteurs de Parts**

La société Oddo Asset Management perçoit une commission annuelle de 0,25 % TTC maximum de l'Actif Net du Fonds par an, avec un minimum de 25.000 euros TTC par an.

Ces frais comprennent essentiellement des frais administratifs, de gestion comptable et de valorisation semestrielle du Fonds, les frais d'impression et d'envoi de rapports et notices prévus par la réglementation en vigueur, ainsi que des frais de communication non obligatoires correspondant aux courriers envoyés aux Porteurs de Parts et à la mise à disposition d'information par tous moyens.

➤ **Frais d'investissement liés aux opérations réalisées et non réalisées**

Le Fonds supportera :

- Les frais externes relatifs aux opérations d'acquisition de titres et de désinvestissements n'ayant pas été suivies d'un investissement ou d'un désinvestissement du Fonds, à savoir sans que cette énumération soit exhaustive, les frais d'audit, d'études techniques et de qualification.
- Les frais liés aux investissements et aux désinvestissements. Ils comprennent notamment les frais éventuels d'intermédiaires et de courtage, les frais d'études, d'audits et de qualification, les frais d'assurance du portefeuille de participations non cotées et les frais d'actes et de contentieux engagés pour le compte du Fonds dans le cadre d'acquisition et de Cession de titres détenus par le Fonds à l'exclusion de ceux résultant d'une procédure établissant la responsabilité de la Société de Gestion, les impôts sur les opérations de bourse éventuellement dus ainsi que tous droits et taxes pouvant être dus à raison ou à l'occasion des acquisitions ou des Cessions sous quelque forme que ce soit et notamment les droits d'enregistrement prévus par l'article 726 du CGI. La Société de Gestion fera en sorte que leurs montants soient en tout état de cause proportionnés à l'opération d'investissement.
- Les primes dues au titre des contrats d'assurance couvrant l'éventuelle responsabilité des personnes chargées de veiller sur les participations du Fonds dans les sociétés du portefeuille, notamment en qualité d'administrateurs et/ou de mandataires sociaux de ces sociétés.

Ces frais constituent un élément du coût d'acquisition pour le Fonds. Ils sont répartis le cas échéant au prorata des co-investissements. Le montant net annuel de ces frais ne pourra dépasser 0,5 % TTC de l'Actif Net du Fonds.

Lorsque la Société de Gestion a avancé ces frais, leur remboursement sera effectué trimestriellement.

➤ **Frais de constitution**

Des frais de constitution pourront le cas échéant être prélevés au profit de la Société de Gestion et seront pris en charge au cours du premier exercice du Fonds. Leur montant ne peut excéder 1 % TTC maximum du montant total des souscriptions des Parts A du Fonds.

Sont compris expressément les frais de constitution juridique et de premier démarchage, et ceux imputables au développement commercial et mercatique du Fonds.

Tableau récapitulatif

L'Autorité des Marchés Financiers appelle l'attention des souscripteurs sur le niveau élevé des frais directs et indirects maximum auxquels est exposé le fonds, notamment lors l'année de sa constitution.

FRAIS DE FONCTIONNEMENT	MONTANT OU % MAXIMUM TTC	ASSIETTE	PERIODICITE DE PERCEPTION
Rémunération de la Société de gestion	3,4 % par an	Actif Net du Fonds	Semestrielle
Rémunération du Dépositaire	0,20 % par an	Actif Net du Fonds	Semestrielle
Commission de gestion administrative et comptable + Frais d'impression et d'envoi de documents d'information	0,25 % par an avec un minimum de 25.000 euros	Actif Net du Fonds	Semestrielle
Rémunération du Commissaire aux comptes	13 200 € TTC minimum (soit 0,044 % TTC pour un FIP de 30 M€)	Actif Net du Fonds	Sur présentation de factures
Droit d'entrée	5 %	Montant de la souscription	A la souscription
Droit de sortie (acquis au Fonds)	4 %	Montant du rachat	Uniquement en cas de rachat avant expiration du délai de Blocage. Nul au delà de ce délai.
Frais de constitution	1 %	Montant des souscriptions totales	Annuelle (1er exercice)
Frais d'investissement liés aux opérations réalisées et non réalisées	0,5 % par an	Actif Net du Fonds	Sur présentation de factures

Information des porteurs de parts :

A la clôture de chaque exercice, la Société de gestion dresse l'inventaire des différents éléments de l'actif et du passif, le compte de résultat, l'annexe et la situation financière du Fonds et établit un rapport sur la gestion du Fonds pendant l'exercice écoulé.

La Société de gestion met à la disposition des porteurs de parts dans un délai de huit (8) semaines après la fin de chaque semestre, la composition de l'actif du Fonds.

Le Règlement du Fonds et les derniers documents périodiques sont disponibles auprès de la Société de gestion.

Libellé de la devise de comptabilité :

Le Fonds est libellé en euro.

Lieu ou mode de publication de la valeur liquidative :

Les valeurs liquidatives sont adressées à tout porteur qui en fait la demande.

Elles sont affichées dans les locaux de la Société de gestion et du Dépositaire.

Date d'agrément du Fonds par l'Autorité des Marchés Financiers : 13 novembre 2008

Date d'édition de la notice d'information : 30 septembre 2009

Adresse de la société de gestion : 12, boulevard de la Madeleine – 75009 Paris

Adresse du dépositaire: 12, boulevard de la Madeleine – 75009 Paris

La présente notice doit obligatoirement être remise préalablement à la souscription et mise à la disposition du public sur simple demande. Le règlement du Fonds est disponible auprès de la Société de Gestion et du Dépositaire.